

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 24 juillet 2025

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 25 - 420

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEO SA

23 rue aux Moines

10000 TROYES

Code AIOT : 0005702577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mars 2025 dans l'établissement TEO SA implanté 23 rue aux Moines - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 19 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEO SA
- 23 rue aux Moines - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, dernièrement exploité par la société TEO SA, accueillait depuis 1899 des activités de traitements, de débouillissage, de mouillage, de blanchiment, de teinture, d'adoucissage et d'apprêt de matières textiles (coton, acrylique, polyester, polyamide). Des activités de contre-collage de tissus sur des surfaces mousses pour la filière automobile ont également eu lieu sur le site. La liquidation de la société a été prononcée le 29/07/1997.

Dans le cadre de sa cessation d'activité, le site a fait l'objet de différentes procédures administratives depuis 1997, dont la dernière en date est la création d'une fiche au sein du Système d'Information des Sols (SIS) le 11/01/2019. Un rappel détaillé de l'historique du site est réalisé en partie 3 du présent rapport.

La société TEO SA a été radiée le 27 novembre 2020, faisant de ce site un site orphelin.

Troyes Champagne Métropole est l'actuel propriétaire du site et a pour projet :

- de réhabiliter la zone la moins polluée du site en forêt urbaine ;
- de convertir la zone la plus polluée en parking.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement, article R.512-39-1	Sollicitation ADEME
3	Mémoire de cessation	Code de l'environnement, article R.512-39-3	Sollicitation ADEME

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usage futur	Code de l'environnement, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente des pollutions significatives, notamment aux solvants chlorés, susceptibles de présenter des impacts sanitaires à l'extérieur du site. Pour cette raison, le présent rapport sera transmis au service prévention des risques anthropiques de la DREAL Grand-Est afin de solliciter une intervention de l'ADEME.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation
Prescription contrôlée : Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1°) L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2°) Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3°) La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4°) La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Aucun déchet n'est constaté sur le site, hormis les gravats associés aux bâtis détruits sur ce dernier. Le site est clôturé. Toutefois, au vu des pollutions constatées sur le site et des risques sanitaires associés (cf fiche constat n°3), le site n'est pas placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sollicitation ADEME

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-2
Thème(s) : Autre, Cessation
Prescription contrôlée : Version en vigueur du 15 avril 2010 au 01 juin 2022 : I - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

Constats :

Depuis 2017, TCM a pour projet de réhabiliter le site en faveur d'une extension de la TCAT. Toutefois, ce projet a été abandonné en raison des coûts trop importants de dépollution. Lors de la visite d'inspection, les représentants de TCM font dorénavant état de leur volonté de convertir la partie du site la moins polluée en forêt urbaine, et la partie la plus polluée en parking.

Observations :

En l'absence d'exploitant, TCM, en tant que propriétaire des terrains, devra à minima se conformer aux dispositions de réhabilitation de sites orphelin et de changement d'usage introduites par la loi industrie verte pour procéder au changement d'usage souhaité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mémoire de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-3

Thème(s) : Autre, Cessation

Prescription contrôlée :**Version en vigueur du 01 mars 2017 au 01 juin 2022 :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futurs sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au Préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1°) Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2°) Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3°) En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4°) Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Constats :

Différentes études ont été menées sur le site depuis 1998. Des détails concernant ces études sont fournis en partie 3 du présent rapport.

En 2018, TCM a fait réaliser une étude environnementale s'articulant en 2 phases :

- une première visant une synthèse bibliographique des données disponibles sur le site ;
- une seconde visant à compléter et mettre à jour ces données.

Synthèse de la première phase de l'étude environnementale de 2018 :

Selon le rapport n°A93134/B de Juillet 2018 fourni par TCM :

« Des impacts du site sur la qualité des milieux ont été observés :

- Sols (solvant chlorés, métaux dont chrome VI et plus ponctuellement, produits de type hydrocarbures),
- Gaz du sol (solvant chlorés, produits de type hydrocarbures),
- Eaux souterraines (solvant chlorés, chrome, chrome VI et cyanures) ».

Synthèse de la seconde phase de l'étude environnementale de 2018 :

Selon le rapport n°A93134/B de Juillet 2018 fourni par TCM :

« Les résultats obtenus en 2018 sont cohérents avec les résultats obtenus lors des campagnes précédentes (bien qu'apparemment moins élevés pour certains paramètres volatils dans les gaz de sol).

Des solvants chlorés ont été quantifiés sur tous les échantillons, comme lors des campagnes précédentes, principalement le tétrachloroéthylène, composé lié à l'activité de teinturerie, et les produits issus de sa décomposition.

Des anomalies plus importantes en solvants ont été identifiées au sud-est pour les sols (les valeurs mesurées au nord-ouest en 2011 ne sont pas atteintes en 2018), en aval hydraulique au nord-ouest du site pour les eaux souterraines et **au nord et au sud du site pour les gaz de sol**.

Les principales anomalies en métaux sont globalement situées sur la moitié est du site. Il n'a pas été mis en évidence de nouvelles zones d'anomalies dans les sols. Il n'y a pas de dépassement des valeurs de référence pour les métaux dans les eaux souterraines en 2018.

Il n'a pas été mis en évidence, dans les sols et les eaux souterraines, de forte anomalie en hydrocarbures ou en produits ayant servi d'isolant dans les années 70. Des hydrocarbures volatils ont été quantifiés dans les gaz de sol de l'ensemble des piézajais prélevés lors de la campagne de juin 2018. »

Remarques de l'inspection des installations classées concernant les données de 2018 :

L'inspection des installations classées remarque que les données collectées sur site en 2018, en aval hydraulique, montrent des concentrations en tétrachloroéthylène (PCE) dans les gaz de sol allant jusqu'à 29742 µg/m³ de PCE, contre 13192 µg/m³ en 2011 au même point.

Pour rappel, le seuil R3 fixé pour cette substance dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017 est de 1400 µg/m³, correspondant à un seuil de toxicité aiguë associé à des expositions sur une courte période.

Par conséquent, le dégazage observé sur site en 2018 interroge sur les risques sanitaires en aval hydraulique, d'autant plus que :

- les données collectées en 2018 montrent une évolution à la hausse des concentrations en PCE dans les gaz du sol en aval hydraulique (cf figure 1) ;
- la dernière action de levée de doute date de 2013 (cf partie 3) ;
- le PCE est retrouvé dans les eaux souterraines sous le site d'eiffage, situé en aval hydraulique, atteignant une concentration de 190 µg/L en 2020.



Figure 1: Evolution des concentrations en PCE dans les gaz de sols (en µg/m³) en aval hydraulique entre 2011 (bleu foncé) et 2018 (turquoise)

Il est par conséquent proposé de solliciter l'ADEME sur cette problématique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sollicitation ADEME

3) Rappel détaillé de l'historique du site

3-1) Situation environnementale

La Teinturerie Clément Marot a été créée en 1899, rue aux Moines, par M. MAROT.

En 1971, l'usine est rachetée par la société T.E.O (Teinture de l'Est et de l'Ouest), dont les activités ont été autorisées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n°87-669 du 19 février 1987.

Après un premier dépôt de bilan en 1990, la société cesse ses activités en août 1997 et est mise en liquidation judiciaire. Maître CROZAT en est le mandataire-liquidateur.

Durant toute la période d'exploitation, les principales activités ont été liées à la teinturerie et à l'apprêt de textiles : débouillissage, mouillage, blanchiment, teinture, adoucissage et apprêt de matières textiles (coton, acrylique, polyester, polyamide). Ces opérations étaient réalisées par trempage des tissus dans des bains chargés en produits actifs, à une température et pendant une durée spécifique au traitement effectué.

Jusqu'en 1985, les effluents de l'usine étaient rejetés dans le ruisseau dit de La Fontaine de La Vacherie, après décantation dans des bassins situés au Nord du site, de l'autre côté de la rue Louis Berthollet. Ces bassins ont été remblayés et ne sont plus visibles actuellement. A partir de 1985, les effluents sont collectés et envoyés dans une station de traitement puis rejetés dans le réseau d'assainissement urbain.

Le site de l'usine TEO est implanté en bordure de la zone industrielle des Ecrevolles, rue aux Moines à TROYES, à environ 1 km du centre ville historique de TROYES. Il représente une superficie d'environ 3,5 hectares en grande partie en friche.

Les environs immédiats du site sont constitués :

- au Nord, par la rue Louis Berthollet puis une zone industrielle,
- à l'Est, la rue aux Moines puis un dépôt de bus (TCAT) et des habitations individuelles,
- à l'Ouest, la rue Clément Marot puis des habitations individuelles et collectives,
- au Sud, la rue de Chaillouet puis des habitations individuelles et collectives.

Suite à l'arrêt de l'activité, l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1997 a prescrit à l'exploitant d'éliminer les déchets présents sur le site.

Ceux-ci n'ayant pas été évacués, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 24 octobre 1997 de respecter cette prescription. Sur proposition de l'inspection des installations classées, une procédure de consignation a été engagée pour leur enlèvement et un arrêté préfectoral de consignation a été pris le 9 mars 1998. L'évacuation des déchets a été réalisée au printemps 1998 et l'arrêté préfectoral de consignation a été abrogé le 19 août 1998. Les bâtiments ont été démolis à partir de 1999, il ne reste aujourd'hui qu'un bâtiment situé au Sud-Est du site qui abritait les bureaux.

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques ont été prescrits par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1997.

Les études (rapports ICF Environnement Diagnostic initial Étape A de décembre 1998, et Diagnostic initial Étape B d'août 1999) n'ont pas mis en évidence d'impact sur les sols étudiés ni dans les eaux superficielles de la rivière "la Fontaine de La Vacherie".

Cependant, après analyse de l'étude historique par l'inspection des installations classées, des investigations complémentaires ont été demandées.

Un diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques (EDR) ont été remis en mai 2004 et ont mis en évidence :

- la présence d'une source-sol de contamination en solvants chlorés, principalement du perchloroéthylène (PCE ou tétrachloroéthylène) à proximité de la limite Nord-Ouest du site,
- la présence de sols, essentiellement des remblais, contaminés par des COHV (perchloroéthylène (PCE) et trichloroéthylène (TCE)) dans une large moitié Nord du site, avec des concentrations plus importantes au Nord-Ouest du site,
- une contamination des remblais par des métaux (arsenic, chrome, cuivre, mercure, nickel et plomb) sur la quasi-totalité du site,
- une pollution aux hydrocarbures (HCT) à proximité des anciens stockages de fioul à l'entrée du site,
- une pollution de la nappe et des gaz de sol par les COHV (perchloroéthylène notamment), particulièrement dans le secteur Nord-Ouest du site,
- une contamination ponctuelle des eaux souterraines par du chrome, en limite Nord du site,
- la présence de traces de BTEX sur l'ensemble des piézomètres,

L'EDR conclut à une probable contamination générale de la nappe par des COHV, à laquelle s'ajoute une contamination locale par le site due à l'usage de solvants chlorés.

Les modélisations de l'EDR sur les concentrations dans les eaux souterraines et superficielles (Seine) en aval du site, ont montré que la présence de solvants chlorés et de chrome dans les eaux souterraines au droit et à l'aval immédiat du site n'impacte pas les captages d'alimentation en eau potable ni la qualité des eaux de la Seine.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2011, un plan de gestion comprenant une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) a été réalisé afin de définir les travaux de dépollution à engager en fonction de l'usage futur du site.

L'EQRS a mis en évidence des niveaux de risques supérieurs aux seuils de risques recommandées dans le guide ministériel de gestion des sites – potentiellement – pollués de février 2007, quel que soit l'usage envisagé (industriel, tertiaire/bureau, résidentiel) et l'étude recommande de réhabiliter le site :

- en supprimant ou en traitant la source-sol de contamination au perchloroéthylène située au Nord-Ouest du site,
- en traitant les remblais et/ou les eaux souterraines sur la base de seuils de réhabilitation propres à chaque usage envisagé,
- en adaptant le projet de réaménagement du site en fonction des résultats de l'EQRS (par exemple limiter les usages sensibles sur site, implanter les bâtiments sur les zones les moins polluées, prévoir le recouvrement en tout ou partie des zones extérieures par des matériaux sains ou des revêtements minéralisés, éviter la réutilisation des déblais contaminés du site,...)
- de réaliser une analyse des risques résiduels (A.R.R.) à l'issue des travaux de réhabilitation pour s'assurer de la compatibilité du site avec l'usage retenu,
- une fois la source-sol de pollution supprimée ou traitée, de contrôler la qualité des gaz de sol en limite du site, à proximité des immeubles d'habitation au Nord-Ouest du site.

Au regard des risques potentiels pour les riverains, l'inspection a demandé, par courrier préfectoral du 10 février 2012, que soient réalisées, sans attendre les travaux de dépollution de site :

- des prélèvements et mesures de concentrations en COHV dans les eaux souterraines et dans les gaz de sol et de la nappe, en limite de propriété et hors site à proximité des habitations,
- une étude des risques sanitaires liés à l'inhalation de vapeurs de solvants chlorés pour les résidents des habitations situées au Nord-Ouest du site, à proximité de l'ancienne Place Clément Marot, à partir des relevés réalisés,
- un recensement des puits privés en aval proche et éloigné du site, avec étude des risques sanitaires associés à l'utilisation de l'eau de ces puits à des fins domestiques.

Conformément à la méthodologie définie dans le guide ministériel de gestion des sites potentiellement pollués de février 2007, le bureau d'études ICF Environnement a réalisé une étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM).

Des mesures et prélèvements ont été réalisés fin 2013 dans les gaz de sol, au droit des espaces verts à proximité de la limite du site, dans l'air ambiant à l'intérieur de quatre logements en rez-de-chaussée, et dans les eaux souterraines.

L'IEM (rapport ICF Environnement INV12099IR du 29/08/2014) a confirmé la présence de solvants chlorés, mais dans des concentrations telles que l'état des milieux investigué est compatible avec les usages constatés.

L'étude précise que pour supprimer complètement l'impact du site TEO sur la qualité des gaz du sol, de l'air intérieur des habitations voisines et des eaux souterraines, une dépollution du site est nécessaire (à minima évacuation ou traitement de la source-sol pollué en PCE) et recommande la poursuite de la surveillance des eaux souterraines, de l'air ambiant et des gaz de sols au plus près de la source de pollution.

3-2) Situation administrative du site

La cessation d'activité du site a été encadrée par :

- l'arrêté préfectoral n°97-3168 du 8 septembre 1997, prescrivant l'élimination des déchets présents sur le site (suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/97 pour non respect de cette prescription, puis d'un arrêté de consignation du 9/03/98 ensuite abrogé suite à l'évacuation des déchets)
- l'arrêté préfectoral n°97-3739 A du 20 octobre 1997, prescrivant la réalisation d'une étude environnementale et une évaluation simplifiée des risques le cas échéant
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/05/2011 prescrivant :
 - la mise en sécurité du site (accès au bâtiment, clôtures, châteaux d'eau),
 - la surveillance des eaux souterraines,
 - la définition d'objectif de dépollution et la réalisation des travaux correspondants
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/07/2011 pour non respect des premières prescriptions
- l'arrêté préfectoral de consignation du 23/01/2012 de 42 k€ (26 k€ pour la mise en sécurité du site, 6 k€ pour la mise en sécurité des châteaux d'eau, 10 k€ répondant au coût d'une étude environnementale et propositions de mesures de gestion)
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/01/2012 pour non respect du délai d'engagement des travaux de dépollution
- l'arrêté préfectoral de restitution de somme de 28 k€ du 10/07/2012, suite à la réalisation des travaux de mise en sécurité des accès au site et des clôtures

- l'arrêté préfectoral de consignation du 18/03/2013 de 150 k€ répondant au coût de traitement estimé de la source-sol contaminée en solvants chlorés

Dans le cadre de la cessation d'activité du site TEO à Troyes, Maître CROZAT a transmis à l'inspection des installations classées les éléments relatifs à la mise en sécurité du site, qui a été clôturé et dont les portes et fenêtres situées en limite de propriété ont été bouchées, et à la mise en sécurité des châteaux d'eau qui ont été clôturés pour en empêcher l'accès.

Maître CROZAT a également fait réaliser différentes études environnementales, conformément à la méthodologie définie dans le guide ministériel de gestion des sites potentiellement pollués de février 2007, et qui démontrent l'absence de risque avéré pour les riverains. **Toutefois, au vu des constats présentés dans la fiche n°3 ci-dessus, ces conclusions sont aujourd'hui remises en question.**

En ce qui concerne les travaux de dépollution prescrits par l'arrêté complémentaire du 18 mai 2011, qui ont conduit à la mise en demeure du 23 janvier 2012 puis de la consignation de somme de 150 € par arrêté préfectoral du 18 mars 2013, Maître CROZAT a fait part à Monsieur le Préfet de l'Aube, par courrier du 15 février 2013, de son incapacité à réunir cette somme, qui n'a donc pas pu être consignée.